

## ARRÊTÉ DU MAIRE

### OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Le Maire de la Commune de La Baule-Escoublac

Vu le Code de la Route et notamment les articles L325-1 à L325-3, L411-1, L411-6, L411-7, R110-1, R110-2, R411-5, R411-8, R411-25 à R411-28, R412-26, R413-1, R414-14, R417-1 à R417-4, R417-6 et R417-9 à R417-13,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2212-1, L2212-2 et L2213-1 à L2213-6,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (8ème partie relevant de l'arrêté du 6 novembre 1992) modifiée,

Vu l'arrêté municipal portant délégation de signature

**CONSIDÉRANT** la demande présentée par BLANDIN MACONNERIE ZI DE LA BOULAIE 49110 SAINT PIERRE MONTLIMART, afin d'effectuer des travaux suivants : emprise chantier, benne à gravats pour rénovation intérieure 8 ALLEE DES CEDRES (dans la section comprise entre AVENUE OLIVIER GUICHARD et ALLEE DES ARBOUSIERS), du 15/03/2021 au 26/03/2021 hors samedi et dimanche

**CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire pour la sécurité d'apporter des modifications à la circulation et au stationnement.

#### ARRETE :

**Article 1 :** Du 15/03/2021 au 26/03/2021 (hors samedi et dimanche), il y a lieu de prendre les mesures suivantes au droit de l'intervention :

> le demandeur est autorisé à installer une benne à gravats (qui doit être enlevée le samedi et le dimanche)

> le stationnement est interdit, sauf pour le ou les véhicule(s) du demandeur si nécessaire,

> la circulation est interdite à tout véhicule à l'exception des véhicules intervenant pour le demandeur et les accès riverains,

> la circulation piétonne doit toujours être assurée et protégée,

> toute dégradation du domaine public doit faire l'objet d'une réfection à la charge du responsable des travaux, dans les meilleurs délais et à l'identique de son état initial.

**Article 2 :** Une déviation est mise en place par les voies adjacentes et d'une manière générale, les usagers se conforment à la signalisation de déviation mise en place pour assurer la sécurité du chantier.

**Article 3 :** La signalisation réglementaire et la mise en sécurité du chantier sont assurées par le demandeur. 48 heures avant son intervention, il est tenu d'afficher le présent arrêté sur site (de manière visible), de mettre en place la signalisation d'interdiction de stationner, puis d'en aviser la police municipale au 02 51 75 75 80.

**Article 4 :** Les véhicules qui stationnent en infraction aux dispositions du présent arrêté sont mis en fourrière aux frais de leur propriétaire.

**Article 5 :** La présente autorisation d'occupation du domaine public est soumise à une tarification conformément à la délibération du conseil municipal.

**Article 6 :** Le présent arrêté est porté à la connaissance du public par affichage aux lieux ordinaires d'affichage et par tous procédés en usage dans la commune.

**Article 7 :** Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté : M. le directeur général des services de la ville - M. le directeur général adjoint technique - Mme la commissaire de police de La Baule-Escoublac - M. le chef du centre de secours de La Baule-Escoublac - M. le chef de la police municipale - Les mairies annexes d'Escoublac et du Guézy - Transports en commun - Cap Atlantique (OM) - Le demandeur (francois.fauvel@bigeard-btp.com - 30)

LA BAULE ESCOUBLAC, le 5 mars 2021

#signature#



## ARRÊTÉ DU MAIRE

### OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Le Maire de la Commune de La Baule-Escoublac

Vu le Code de la Route et notamment les articles L325-1 à L325-3, L411-1, L411-6, L411-7, R110-1, R110-2, R411-5, R411-8, R411-25 à R411-28, R412-26, R413-1, R414-14, R417-1 à R417-4, R417-6 et R417-9 à R417-13,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2212-1, L2212-2 et L2213-1 à L2213-6,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (8ème partie relevant de l'arrêté du 6 novembre 1992) modifiée,

Vu l'arrêté municipal portant délégation de signature

**CONSIDÉRANT** la demande présentée par ADEKMA 16 rue Capella ZI La Belle Etoile 44470 Carquefou, afin d'effectuer des travaux suivants : emprise chantier, camion-grue pour levage de spa, 9 ALLEE DES AULNES (dans la section comprise entre PLACE DU MARECHAL LECLERC et AVENUE OLIVIER GUICHARD), le 18/03/2021

**CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire pour la sécurité d'apporter des modifications à la circulation et au stationnement.

#### ARRETE :

**Article 1 :** Le 18/03/2021, il y a lieu de prendre les mesures suivantes au droit de l'intervention :

- > le demandeur est autorisé à installer un camion-grue,
- > le stationnement est interdit, sauf pour le ou les véhicule(s) du demandeur si nécessaire,
- > la circulation est interdite à tout véhicule à l'exception des véhicules intervenant pour le demandeur,
- > la circulation piétonne doit toujours être assurée et protégée,
- > toute dégradation du domaine public doit faire l'objet d'une réfection à la charge du responsable des travaux, dans les meilleurs délais et à l'identique de son état initial.

**Article 2 :** Une déviation est mise en place par les voies adjacentes et d'une manière générale, les usagers se conforment à la signalisation de déviation mise en place pour assurer la sécurité du chantier.

**Article 3 :** La signalisation réglementaire et la mise en sécurité du chantier sont assurées par le demandeur. 48 heures avant son intervention, il est tenu d'afficher le présent arrêté sur site (de manière visible), de mettre en place la signalisation d'interdiction de stationner, puis d'en aviser la police municipale au 02 51 75 75 80.

**Article 4 :** Les véhicules qui stationnent en infraction aux dispositions du présent arrêté sont mis en fourrière aux frais de leur propriétaire.

**Article 5 :** La présente autorisation d'occupation du domaine public est soumise à une tarification conformément à la délibération du conseil municipal.

**Article 6 :** Le présent arrêté est porté à la connaissance du public par affichage aux lieux ordinaires d'affichage et par tous procédés en usage dans la commune.

**Article 7 :** Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté : M. le directeur général des services de la ville - M. le directeur général adjoint technique - Mme la commissaire de police de La Baule-Escoublac - M. le chef du centre de secours de La Baule-Escoublac - M. le chef de la police municipale - Les mairies annexes d'Escoublac et du Guézy - Transports en commun - Cap Atlantique (OM) - Le demandeur (jeremy.lamacq@adekmaouest.fr - 60)

LA BAULE ESCOUBLAC, le 5 mars 2021

#signature#

